

## Il est grand temps !

Marc Schoene

Que n'a-t-il été écrit, demandé, souhaité par nombre de personnalités, d'associations, d'organisations politiques, ou annoncé par les pouvoirs publics sur la santé et la promotion de la santé depuis le début de la crise sanitaire du Covid 19 !

Qu'attendre comme perspective de changements significatifs dans l'organisation, la place, les évolutions du système de santé français ?

Certains depuis les annonces du Ministre de la santé, Olivier Véran à l'issue du Ségur de la Santé regrettent l'insuffisance de telle ou telle mesure, d'autres attendent des réformes plus importantes soit en matière d'offre de soins, de rôle de la sécurité sociale... Au plus fort de la crise le Président de la République a même osé déclarer que certains domaines – dont la santé – ne devraient pas relever du marché !

Mais que doivent donc envisager comme voie, tous ceux qui – professionnels de santé, militants associatifs, habitants-usagers-citoyens, attendent un système de santé public solidaire, fondé sur les besoins de santé, appuyé sur un financement solidaire et géré démocratiquement, des conditions de travail et de rémunérations correspondant aux compétences et aux exigences d'une bonne pratique, un système de santé alliant les soins de santé primaires, l'hospitalisation, la prévention (tant sanitaire que liée aux divers déterminants de la santé), un système de santé protégé des logiques prédatrices de profit capitalistique ?

La démonstration a été faite par les carences constatées lors de la crise du Covid 19, mais auparavant avec le démantèlement insidieux de la Sécurité sociale, le rôle indigne des grands laboratoires pharmaceutiques (médicaments inutiles, aux coûts prohibitifs, médiateur, etc...), destruction des grands dispositifs de prévention (PMI, santé scolaire, santé au travail) : il ne peut y avoir de changement majeur, démocratique, solidaire en santé, sans changement de « logiciel » politique. Le système libéral (d'aucuns emploient le terme néolibéral), construit autour de la recherche du profit financier ne peut pas construire de système de santé qui altère sa finalité. Il ne peut que modifier à la marge, sous la contrainte tel ou tel aspect du système de santé.

Le Politique a toujours été la compromission impossible, le danger de tous les dangers, une chose étrangère pour bien des militants sincères de la santé. Plutôt militer pour améliorer l'accès aux soins, ou pour telle ou telle cause (engagements sur la toxicomanie, le sida, l'humanitaire, et autres) et obtenir quelque amélioration par les pouvoirs en place. Comment négliger l'importance, la nécessité, voire les résultats de telles mobilisations ? Mais le compte n'y est plus en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle: les inégalités sociales devant la maladie et la mort, mais aussi les inégalités d'offre de soins territoriale, mais aussi les

inégalités de revenus, la souffrance au travail, l'inefficacité de nombre de fonctionnements du système ne sont plus acceptables dans un pays qui est déclaré 6<sup>ème</sup> puissance mondiale.

Il est donc grand temps de ne plus nous contenter de replâtrage, de demi-mesures, ou de nous réunir en innombrables colloques, pour nous satisfaire de faire les bons constats des dégâts, mais il est urgent de franchir le pas : c'est d'un changement politique majeur dont dépendent les belles propositions faites depuis quelques mois par les uns et par les autres. C'est donc un engagement politique, une interpellation du Politique, une rencontre avec le Politique que les militants progressistes en santé doivent envisager. Il ne s'agit pas d'un choix de tel ou tel parti, mais d'un choix global, celui de l'alternative au modèle libéral - des forces politiques progressistes sont nombreuses-, d'une interpellation à toutes les forces progressistes, sur nos idées, nos propositions, nos attentes.

Au-delà de l'interpellation, il convient de susciter, rejoindre ou multiplier ici et là des rencontres entre acteurs de santé dans leur diversité, et forces progressistes. Les citoyens doivent être tenus au courant, sous les formes les plus variées, des enjeux pour leur santé ; les citoyens doivent être associés aux initiatives de rencontres à engager ou engagées.